Les violations de la liberté d'expression sur internet au Vietnam dénoncées en marge du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU

GENEVE, 13 septembre 2013 (COMITE VIETNAM) – Les violations de la liberté d'expression sur internet et les harcèlements contre les blogueurs et les cyberdissidents ont été dénoncés lors d'une conférence en marge de la 24ème session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, le 11 septembre 2013. L'événement était organisé par la **Fédération Internationale des Ligues des droits de l'Homme** (FIDH) et le **Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme** (CVDDH), et soutenu par IFEX, Article 19, PEN International et Human Rights Watch.

Sont intervenus sur le thème de la *« Criminalisation de l'expression légitime sur internet : Témoignages du Vietnam, de Thaïlande et du Cambodge »* Mme **Sukanya "Joop" Prueksakasemsuk**, épouse du journaliste thaïlandais Somyot Prueksakasemsuk condamné à 11 ans d prison pour « lèse-majesté », Mme **Ramana Sorn** du Cambodian Center for Human Rights, M. **Vo Van Ai**, Président du Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme, and **Nguyen Bac Truyen**, un blogueur et ancien prisonnier politique vietnamien qui avait envoyé clandestinement un message audio du Vietnam.

de gauche à droite: Ramana Sorn (Cambodge), Sukanya Prueksakasemsuk (Thaïlande), Nicolas Agostini (FIDH), Vo Van Ai (Vietnam)

M. **Vo Van Ai** a décrit le Vietnam comme *« un des pays les plus connectés d'Asie du Sud-Est, mais aussi l'un des pires violateurs de la liberté d'expression »*. Il a cité la récente adoption par le Vietnam du du décret 72 sur l'internet, qui est entré en vigueur le 1er septembre dernier. Le décret *« est le dernier geste en date du Vietnam contre la liberté d'expression en ligne »*, a-t-il dit, notant qu'il criminalise un large

éventail de « *comportements interdits* » vaguement définis, impose des restrictions sur le contenu des blogs personnels et les réseaux sociaux, et oblige les sociétés étrangères à fournir des informations sur leurs usagers aux autorités.

La pénétration d'internet a été spectaculaire au Vietnam, avec plus de 31 millions d'utilisateurs (plus d'un tiers de la population). *« Cet essor formidable d'internet a réveillé la soif de la population pour l'information, les échanges, la discussion et la participation aux affaires du pays. Les blogs et microblogs ont éclos par millions pour contourner l'information formatée et partiale d'une presse officielle aux ordres et palier l'inaction des associations d'Etat et autres organisations inféodées au Parti unique. En fait, un embryon de presse libre est né avec ces blogs »*, a dit M. Ai. Mais il a averti que le régime de Hanoi s'était attaché à étouffer cette expression alternative.

« Le Vietnam est en train de commettre la pire des répressions contre les militants pro-démocratie et les blogueurs. Au moins 48 dissidents ont été poursuivis pour la seule année 2013… qui n'est pas encore terminée ! Et le gouvernement couvre tout cela d'un vernis de légalité avec tout un arsenal de textes scélérats, dont le décret 72 n'est que le dernier exemple », a-t-il dénoncé *(>(voir ici le texte de son discours)*.

Nguyen Bac Truyen

Le blogueur **Nguyen Bac Truyen**, qui avait envoyé un message audio du Vietnam, a fourni un témoignage de première main sur les harcèlements et les passages à tabac par la police secrète et des voyous à leur solde, et comment il a échappé de justesse à l'arrestation, le 10 août, après avoir rencontré une délégation du Comité des affaires étrangères du Congrès américain qui visitait le Vietnam.

« Depuis que le Président Truong Tan Sang est revenu de sa visite chez le Président Obama aux Etats-Unis à la fin du mois de juillet, la répression gouvernementale est entrée dans une nouvelle phase, plus violente. Les blogueurs et les militants sont directement visés. La police secrète nous brutalisent et nous intimident ouvertement. Rien ne les arrête pour terroriser et réprimer les défenseurs des droits de l'Homme, les blogueurs et les dissidents vietnamiens ». Il a appelé la communauté internationale à

« prendre en compte la situation des blogueurs et des militants pro-démocratie au Vietnam. Il est urgent que vous pressiez les autorités communistes du Vietnam de mettre fin aux violations des droits de l'Homme et de respecter leurs obligations internationales de garantir la liberté et les droits de l'Homme ».